



## *La Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest*

### **Parution Numéro 17 – Décembre 2017**

#### **Sommaire**

Vue d'ensemble .....	1
Activités par domaine .....	2
Actions de formation .....	7
Nouvelles du personnel .....	8
Comptes rendus de missions mis en ligne sur le site sécurisé du Centre à fin décembre 2017 .....	8
Activités à venir.....	10

#### **Vue d'ensemble**

Dans ce numéro, la Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest présente les principaux résultats des activités de renforcement des capacités au cours de la période d'octobre à décembre 2017. L'évaluation de l'exécution des activités de l'exercice 2017-2018 du Centre à mi-parcours, fait ressortir les points suivants :

- Le Centre a dispensé l'équivalent de 229 semaines d'assistance technique à fin octobre 2017.
- Au niveau des pays, le volume d'activités a été le plus élevé en Guinée, au Bénin et en Mauritanie.
- Les activités de formation ont porté sur deux séminaires régionaux en Statistiques du secteur réel et en Analyse et prévisions macroéconomiques respectivement, et sur deux stages d'immersion en Statistiques du secteur réel et en Administration douanière.

La période sous revue a été marquée par le départ de deux Conseillers résidents dans les domaines d'Analyse et prévisions macroéconomiques et de Statistiques du secteur réel respectivement.



## Activités par domaine

### Administration douanière

#### **Bénin – Renforcement des capacités dans le domaine des enquêtes douanières.**

Cet appui du Centre a consisté à organiser un atelier de travail de cinq jours ayant comme thème la gestion du risque et le contrôle après dédouanement. L'atelier qui a regroupé 30 inspecteurs de différentes unités de la Direction générale des douanes et des droits indirects a permis de renforcer les capacités des cadres sur : (1) le concept de la gestion des risques, (2) les principes de base et la méthodologie d'un contrôle après dédouanement et (3) leur cadre juridique. Afin de s'approprier les méthodes d'analyse des risques et de mieux situer les contrôles après dédouanement (CAD) dans le continuum de la gestion du risque, les participants ont étudié l'ensemble du processus. Ils ont ainsi pu se familiariser avec les différentes étapes du processus que sont : (1) l'établissement du contexte ; (2) l'évaluation du risque ; (3) le traitement du risque ; (4) le contrôle et l'examen ; et (5) la documentation, la communication et la consultation.

#### **Burkina Faso – Renforcement du dispositif de gestion, suivi et contrôles des exonérations.**

L'assistance technique fournie par le Centre a permis de constater que la Direction générale des douanes (DGD) a réalisé quelques progrès au niveau de la gestion des exonérations. Depuis 2017, la DGD a exécuté 11 contrôles de destination finale, tandis que 21 autres étaient en cours. De plus, des avancées ont été constatées en matière d'automatisation et de dématérialisation notamment, un cahier des charges actualisé avec la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour l'activation d'un module de gestion des exonérations adapté à la réalité burkinabé. La mise en opération de ce module résoudra, en grande partie, certaines insuffisances existantes.

#### **Mali – Clôture du projet pluriannuel de gestion automatisée des risques pour la sélectivité des contrôles.**

L'appui de l'AFRITAC de l'Ouest a permis de noter des avancées positives et plusieurs domaines d'activités à améliorer. Au nombre des avancées figurent le champ bloquant pour le remplissage des Certificats de visites (CV) suites aux contrôles physiques, la note de service définissant l'existence, la composition et les rôles, ainsi que les responsabilités du Comité de sélectivité, l'utilisation du module "Sélectivité" du logiciel SYDONIA World et la formation des vérificateurs au remplissage des CV. S'agissant des domaines à améliorer il y a : (i) le suivi de la sélectivité des contrôles ; (ii) la faible qualité des CV ; (iii) la composition et l'irrégularité des rencontres du Comité de sélectivité qui est un organe clé pour la sélectivité ; (iv) le fait que les règles de sélectivité sont obsolètes, et que les paramètres régissant la sélectivité des contrôles dans SYDONIA World n'ont pas été mis à jour depuis 2011. La mission a donc préconisé des mesures afin de pallier aux insuffisances constatées.

#### **Sénégal – Renforcement du suivi et des contrôles en matière d'exonérations et d'admission temporaire.**

L'assistance technique du Centre a permis de constater que le projet de réforme de la gestion des exonérations douanières et d'admissions temporaires, tel que proposé par la mission du département des finances publiques du FMI d'août 2016, a peu progressé. Des contrôles en matière de régimes suspensifs ont été prévus dans le cadre du programme de contrôle a posteriori au titre de l'année 2017. Néanmoins, une insuffisance importante demeure, qui concerne l'impossibilité pour la douane d'obtenir la liste des marchandises exonérées prévues par les conventions, projets ou marchés. Suite aux observations de la mission d'assistance technique et aux recommandations de la mission d'août 2016, un plan d'actions a été proposé aux autorités avec l'objectif de renforcer le suivi et les contrôles en matière d'exonérations et d'admissions temporaires en amont, au moment du dédouanement, et a posteriori.

### **Mauritanie – Mise en place d'un Bureau national de la valeur à la Direction générale des douanes.**

Il y a eu des avancées notables sur certains points, concernant le projet portant sur la mise en place d'un Bureau national de la valeur : (1) utilisation progressive de la méthode d'évaluation définie en novembre 2016 ; (2) activation prévue du module « valeur » de SYDONIA World ; (3) actualisation du plan d'introduction de nouveaux produits dans la base des valeurs. Cependant, des insuffisances demeurent, parmi lesquels on peut citer le manque d'implication de toutes les directions concernées par ce projet, et la faible articulation entre les phases additionnelles d'introduction de nouveaux produits et l'activation du module « valeur » de SYDONIA World.

### **Administration fiscale**

### **Guinée – mise en œuvre du programme pluriannuelle de renforcement des fonctions fiscales clés de la Direction nationale des impôts.**

Deux missions ont été conduites au sein de la Direction nationale des impôts (DNI) au cours de la période sous revue, conformément au programme du volet « administration fiscale » de l'initiative de renforcement des capacités en faveur des « États fragiles » (Capacity Building Framework - CBF). Ces missions ont permis de constater les efforts de la DNI pour améliorer la fiabilité des fichiers. L'évaluation du projet de nouvel identifiant basé sur la géolocalisation a été effectuée, de même que celle des premières initiatives de contrôle interne et de délégation de signature. Les travaux d'assistance technique ont permis d'étudier l'assainissement des fichiers et d'élargissement de l'assiette, ainsi que la vulgarisation des techniques d'analyse des arriérés fiscaux ainsi que des outils modernes de gouvernance du contrôle fiscal.

### **Niger – poursuite du programme pluriannuelle de renforcement des fonctions fiscales en faveur de la Direction générale des impôts.**

L'assistance technique du Centre a permis d'évaluer la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission du FMI. A l'issue des travaux, il a été constaté l'adoption (juin 2017) d'un nouvel organigramme créant des services de contrôle fiscal au niveau opérationnel, et une direction de pilotage au niveau central ; ainsi que la mise en œuvre des mesures destinées à approfondir la segmentation. Les travaux d'assistance technique ont aussi permis de mettre en évidence des retards dans l'implémentation des réformes sur le virement bancaire des impôts et le nouveau logiciel de gestion ; la fragilité des performances de suivi des

obligations déclaratives ; ainsi que l'inefficacité du contrôle fiscal, de la recherche et des activités de recouvrement. Par ailleurs, l'appui technique de l'AFRITAC de l'Ouest a porté sur l'analyse des profils déclaratifs, ce qui a permis de mettre en évidence 312 grandes entreprises et 1224 moyens contribuables fidélisés. La régularisation des déclarations manquantes a été préparée, le traitement des recouvrements organisé et la technique de l'analyse-risque des arriérés fiscaux vulgarisée.

### **Togo – renforcement des opérations fiscales de l'Office togolais des recettes.**

L'appui technique du Centre a permis d'évaluer les progrès accomplis par le Commissariat des impôts en ce qui concerne l'application des règles de segmentation et la consolidation des déclarations de TVA. Parallèlement, les marges restant à réaliser pour consolider l'essentiel des opérations fiscales ont été identifiées, notamment en ce qui concerne la recherche des renseignements, le recouvrement forcé des arriérés et la gouvernance du contrôle fiscal. Sur cette base, la mission a fourni un appui aux services pour améliorer la fiabilité des fichiers et a proposé une démarche rénovée de programmation des contrôles fiscaux. Des initiatives visant à renforcer la collaboration impôts/douane ont été engagées et les capacités des receveurs renforcées en matière d'analyse-risque des arriérés. Des travaux pratiques de traitement des contentieux complexes ont été organisés et des axes d'amélioration des fonctions supports identifiés.

### **Mauritanie – Renforcement des services de recherche et de contrôle fiscal.**

Les travaux d'assistance technique ont permis de noter quelques avancées positives au cours du quatrième trimestre. La Direction générale des impôts (DGI) a initié la plupart des mesures recommandées, mais le manque de suivi et de reporting n'ont pas permis d'en mesurer les effets sur les performances globales de l'administration fiscale. Les deux principales difficultés de la DGI demeurent la conduite des opérations de contrôle fiscal externe et de relance des défaillants déclaratifs des moyennes entreprises. Les services de recherche ne mobilisent ainsi qu'une infime partie des effectifs de la DGI (moins de 1%) et l'utilisation de l'analyse risque en matière de programmation n'est encore qu'embryonnaire. Dans ce cadre, les ateliers organisés ont permis : (1) de renforcer les capacités des services de recherche en matière de droit d'enquête et d'analyse risque ; (2) de préciser les besoins en matière d'automatisation des recouvrements de données avec la douane (interfaçage de JIBAYA et de SYDONIA WORD) ; et (3) de manière plus générale, de sensibiliser les services de gestion et de recouvrement à la mobilisation interne du renseignement.

### **Bénin – Renforcement des services d'enquêtes et de recherche**

D'importants progrès ont été réalisés depuis le mois de juin dernier. La Direction générale des impôts (DGI) a mis en œuvre une grande partie des mesures recommandées. Les effectifs des services de recherche ont été renforcés, des avancées positives ont été constatées en matière de gestion et de suivi des grandes entreprises et un outil de business intelligence est en cours de développement pour renforcer l'automatisation des recouvrements et la mise en œuvre de l'analyse risque en matière de programmation. Cependant, la faible capacité à localiser certaines de ses moyennes entreprises reste un obstacle majeur. Dans ce cadre, les ateliers organisés et les outils diffusés ont permis : (1) de renforcer les capacités des services de recherche en matière d'analyse risque ; (2) de préciser les contours des sorties à mener sur le terrain en fonction de la finalité recherchée : localisation des entreprises ou lutte contre l'économie informelle, notamment autour des activités portuaires de Cotonou ; (3) de préciser les besoins en personnel en matière de recherche et de recouvrements ; et (4) de manière plus générale, de sensibiliser les services de gestion et de recouvrement à la mobilisation interne du renseignement. Dans le prolongement, la mission a présenté les avantages du droit d'enquête – absent actuellement dans la législation béninoise – et partagé autour des expériences des pays de la Sous-région en la matière.

## Gestion des finances publiques

### **Bénin – Appui à la mise en œuvre des autorisations d’engagement et des crédits de paiement.**

L’appui de l’AFRITAC de l’Ouest a contribué à sensibiliser et renforcer les capacités des acteurs budgétaires puis d’appuyer les autorités budgétaires ministérielles pour la mise en place des dispositifs techniques de gestion en autorisations d’engagement et crédits de paiement (AE/CP) des dépenses d’investissements publics, et des projets de partenariat public et privé (PPP). Un atelier technique a été organisé, sur deux jours, dans le but de renforcer les capacités des acteurs sur la gestion budgétaire en AE/CP. Il avait réuni soixante (60) participants, représentant les services centraux concernés du Ministère de l’Économie et des Finances (MEF) et de celui du Ministère du Plan et du Développement (MPD), ainsi que des services financiers et de planification des cinq ministères pilotes désignés par les autorités pour l’expérimentation de la mise en œuvre du budget-programme à partir de janvier 2018. Des travaux pratiques de structuration, in situ, des dépenses d’investissements publics en AE et CP des cinq ministères-pilotes désignés par les autorités ont été faits.

### **Niger – Appui à l’amélioration de la balance générale des comptes de l’Etat dans la perspective de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale.**

L’assistance technique de l’AFRITAC de l’Ouest a permis d’examiner l’état des travaux de préparation de la bascule dans le domaine de la tenue de la comptabilité de l’Etat. Elle a noté une forte mobilisation des cadres de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) pour faire face à ce défi. En effet, la DGTCP s’est organisée pour assurer le passage à un nouveau plan comptable de l’Etat (PCE) harmonisé avec une nouvelle nomenclature budgétaire de l’Etat (NBE). Un nouveau système d’information est en cours de développement. Des actions de formation des agents sont en cours pour les familiariser au nouveau PCE. Toutefois, la chaîne d’exécution du budget en mode programme n’étant pas encore définie par les autorités, si elle venait à être différente de celle actuelle, l’organisation et les procédures comptables de la DGTCP devront être rapidement revues.

### **Togo – Appui au renforcement de la mise en œuvre du compte unique du Trésor (CUT).**

Les travaux de la mission réalisés au Togo ont permis de constater que le compte unique du trésor (CUT) à la Banque centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) n’a pas encore été créé à ce jour. En effet, le processus de réalisation du CUT à la BCEAO est encore à ses débuts et le CUT en tant que « compte central du Trésor », distinct des comptes d’opérations des comptables supérieurs, n’a pas été créé à ce jour. La trésorerie de l’Etat se caractérise toujours par sa dispersion dans les banques commerciales, objet du recensement de 2014. Celui-ci nécessite toutefois une actualisation en vue d’entamer la clôture progressive des comptes des entités étatiques entrant dans le périmètre du CUT et le transfert de leurs avoirs audit CUT. Compte tenu des conclusions, la mission a formulé des recommandations et un plan d’actions afin de contribuer à l’atteinte de l’objectif de mise en œuvre du compte unique du Trésor.

## Gestion de la dette et développement des marchés financiers

### **Guinée – Renforcement des règles relatives aux opérations sur le marché primaire.**

L'assistance technique du Centre a permis aux services du ministère de l'économie et des finances (MEF) et de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) de renforcer les dispositions relatives aux opérations sur le marché primaire. Le dispositif d'émission de titres publics a été élargi en incluant les règles relatives aux enchères d'obligations du Trésor (OT). Les faiblesses et incohérences dans les dispositions actuelles ont été corrigées. Des dispositions relatives aux meilleures pratiques y ont été également incorporées dans le but de conforter le développement du marché et d'éviter de modifier fréquemment les textes. La mission a également noté des insuffisances dans certaines pratiques d'émission et a fait des recommandations pour leur amélioration.

### **Guinée-Bissau – Formation sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de la dette publique.**

La formation qui a connu la participation de 15 agents impliqués dans la chaîne de la dette était axée sur les techniques de détection des vulnérabilités dans le portefeuille de dette du pays. Elle visait aussi à déterminer les implications pour les stratégies futures de financement.

### **Statistiques du secteur réel**

#### **Burkina Faso – Mise en place d'un dispositif d'élaboration des comptes financiers**

La mission a contribué aux travaux de révision des comptes nationaux annuels (CNA) dont la nouvelle année de base est 2015. La révision de l'année de base est essentielle pour refléter la réalité économique et financière, en intégrant les changements récents dans la structure des données économiques, et assurer la comparabilité des résultats en se conformant aux nouvelles normes internationales.

#### **Mauritanie – élaboration d'une nouvelle année de base des CNA.**

L'appui fourni par le Centre avait pour objectif principal d'accélérer les travaux relatifs à la nouvelle année de base 2014. Dans ce contexte, la mission s'est focalisée sur deux axes de travail qui permettront de disposer des statistiques des comptes nationaux plus fiables et reflétant la structure actuelle de l'économie. Ces axes portent sur l'avancée des travaux d'élaboration du nouveau PIB de 2014 et l'évaluation de l'état d'avancement de la stratégie d'élaboration d'une nouvelle année de base conforme au Système des Comptes Nationaux (SCN) 2008. Les travaux ont essentiellement porté sur la validation et le chargement des données primaires.

### **Analyse et prévisions macroéconomiques**

#### **Côte d'Ivoire – Mise en place du dispositif des enquêtes de conjoncture.**

Les travaux de la mission se sont déroulés sous forme d'atelier sur la méthodologie de mise en place des enquêtes de conjoncture dans l'industrie, la construction, le commerce et les services auquel a pris part une dizaine des cadres de la Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques (DPPSE)

et de l'Institut national de la statistique (INS). Les travaux de la mission ont abouti à l'élaboration de quatre projets de questionnaires des enquêtes de conjoncture, et d'une feuille de route pour la poursuite des travaux de mise en place du dispositif des enquêtes de conjoncture.

## **Guinée – Amélioration des dispositifs institutionnels et techniques de cadrage macroéconomique**

La mission a été conduite sous forme de trois ateliers thématiques. Le premier atelier a été consacré à la formation des participants sur les concepts de comptabilité nationale ; le deuxième a permis de poursuivre les aménagements du modèle MSEGUI ; et le troisième a consisté en une session extraordinaire du Comité technique de cadrage macroéconomique. Au cours de cette rencontre la mission a fait une présentation sur le Thème : « Pourquoi un Comité de cadrage ? ». Dans cet exposé ont été évoqués, les facteurs justifiant un travail collaboratif pour l'élaboration et la validation des cadrages macroéconomiques ainsi que les conditions pour pérenniser les activités d'une telle instance.

### **Actions de formation**

*« L'expérience de la bascule au budget de programme », Ouagadougou du 18 au 22 décembre 2017.*

Cette activité de formation a porté sur un voyage d'études qui a permis aux trois cadres représentant les ministères en charge du budget du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Mali respectivement de s'imprégner de l'expérience du Burkina Faso en matière de conduite des réformes des finances publiques et de la bascule au budget de programme. Les stagiaires ont appréhendé la problématique de la bascule au budget de programme et sont en mesure d'accélérer le processus en cours devant conduire à la bascule en mode budget de programme dans les meilleurs délais dans leurs pays, de capitaliser sur les solutions et difficultés de mise en œuvre de la nouvelle gestion au Burkina Faso.

## Nouvelles du personnel



M. Severin Kamgna, Conseiller résident en Analyse et prévisions macroéconomiques a quitté le Centre en novembre 2017 après plus de deux ans de fonction à l'AFRITAC de l'Ouest.



M. Achille Pegoue, Conseiller résident en Statistiques du secteur réel a quitté le Centre en décembre 2017 après plus de quatre ans de fonction à l'AFRITAC de l'Ouest.

## Comptes rendus de missions mis en ligne sur le site sécurisé du Centre à fin décembre 2017

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
COTE D'IVOIRE	Administration douanière	Évaluation du dispositif de suivi et de contrôle des exonérations
GUINEE	Administration douanière	Renforcement du suivi et des contrôles en matière d'exonérations
MALI	Administration douanière	Projet pluriannuel d'évaluation en douane
NIGER	Administration douanière	Suivi et évaluation des recommandations de la mission du Département
TOGO	Administration douanière	Projet pluriannuel de gestion automatisée du risque
TOGO	Administration douanière	Suivi et évaluation des recommandations
BENIN	Administration fiscale	Renforcement des opérations fiscales de la Direction générale des impôts
COTE D'IVOIRE	Administration fiscale	Renforcement des capacités de la Direction des Enquêtes
Agence UMOA-Titres	Gestion dette publique	Élargissement de la base des investisseurs



Agence UMOA-Titres	Gestion dette publique	Standardisation des titres publics
BENIN	Gestion dette publique	Utilisation du cadre de viabilité de la dette
BENIN	Gestion dette publique	Élaboration et mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme
GUINEE-BISSAU	Gestion dette publique	Évaluation des offres de financement
MAURITANIE	Gestion dette publique	Renforcement des règles relatives aux opérations sur le marché primaire
GUINEE	Gestion dépenses publiques	Appui à la mise en œuvre des réformes
GUINEE-BISSAU	Gestion dépenses publiques	Appui relatif à la balance générale des comptes
MALI	Gestion dépenses publiques	Appui à l'élaboration de référentiels comptables
MALI	Gestion dépenses publiques	Gestion de la masse salariale
SENEGAL	Gestion dépenses publiques	Mise en œuvre des autorisations d'engagement
COTE D'IVOIRE	Statistiques de finances publiques	Méthodologie du tableau des opérations financières
MALI	Statistiques de finances publiques	Affinement du tableau des opérations financières
NIGER	Statistiques de finances publiques	Élaboration des tables de passage des opérations
GUINEE-BISSAU	Statistiques du secteur réel	Élaboration d'une nouvelle année de base
MALI	Statistiques du secteur réel	Élaboration des indicateurs de haute fréquence
MAURITANIE	Statistiques du secteur réel	Cadre d'élaboration d'une nouvelle année de base
SENEGAL	Statistiques du secteur réel	Révision des comptes nationaux annuels

## Activités à venir

Les principales activités prévues pour le premier trimestre de l'année civile 2018 sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

Administration douanière		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Gestion automatisée des risques	15-26 janvier 2018
Côte d'Ivoire	Renforcement services surveillance	26 février-9 mars 2018
Mauritanie	Clôture du projet pluriannuel Bureau national de la valeur	26-30 mars 2018
Administration fiscale		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Fiabilisation du fichier des contribuables	19 février-2 mars 2018
Burkina Faso	Renforcement du suivi des moyennes entreprises à la DGI	5-16 février 2018
Côte d'Ivoire	Renforcement du contrôle fiscal	19-30 mars 2018
Guinée	Renforcement des opérations fiscales	5-16 février 2018
Guinée-Bissau	Fiabilisation du fichier des contribuables	22 janvier-2 février 2018
Niger	Renforcement des opérations fiscales	3-19 janvier 2018
Sénégal	Renforcement des activités de recherche	9-19 janvier 2018
<b>Séminaire régional</b>		
Pays	Thème	Date
Côte d'Ivoire	La gestion performante de la TVA	26-30 mars 2018
Gestion des dépenses publiques		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
Bénéficiaire	Thème	Date
Burkina Faso	Évaluation de la gestion de l'investissement public	5-16 février 2018
Côte d'Ivoire	Formation en comptabilité générale de l'Etat	8-12 janvier 2018
Côte d'Ivoire	Mise en œuvre des Autorisations d'engagement et crédits de paiement	23 janvier- 2 février 2018
Mali	Méthodologie de détermination du bilan d'ouverture	5-16 février 2018
Mauritanie	Délégation de crédits	5-16 février 2018
Mauritanie	Structuration des programmes budgétaires des ministères	5-16 mars 2018
Sénégal	Cartographie des processus comptables	5-16 février 2018
Togo	Documents de programmation pluriannuelle des dépenses et projets annuels de performance	8-19 janvier 2018
Togo	Appui à l'internalisation des normes comptables de l'UEMOA	5-16 février 2018
<b>Séminaire régional</b>		
Pays	Thème	Date
Côte d'Ivoire	Les enjeux de l'exécution du budget en mode programme	26 février-2 mars 2018
Statistiques du secteur réel		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée	Comptes nationaux annuels	19 février-2 mars 2018
Mali	Comptes nationaux annuels	19 février-2 mars 2018
Mauritanie	Comptes nationaux annuels	19 février-2 mars 2018
Niger	Comptes nationaux annuels	19-30 mars 2018
Gestion de la dette et développement des marchés financiers		

<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Bénin	Élaboration du manuel de procédures	4-12 janvier 2018
Bénin	Élaboration du manuel de procédures	26 mars-4 avril 2018
Mali	Stratégie de la dette à moyen terme	5-16 février 2018
Sénégal	Gestion des risques de portefeuille	12-16 mars 2018
AUT <sup>1</sup>	Cadre d'évaluation de la capacité d'absorption du marché des titres d'Etat	15-26 janvier 2018
<b>Supervision bancaire</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Guinée	Supervision basée sur les risques	9-20 avril 2018
Mauritanie	Mise en œuvre des accords de Bâle	19-30 mars 2018
CREPMF <sup>2</sup>	Règlementation et supervision par les risques	29 janvier-9 février 2018
SGCBU <sup>3</sup>	Supervision sur base consolidée	26 février-9 mars 2018
CREPMF	Règlementation et supervision par les risques	5-16 mars 2018
<b>Séminaire régional</b>		
<b>Pays</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Sénégal	Supervision du risque de crédit selon les normes internationales	22-26 janvier 2018
<b>Statistiques de finances publiques</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Guinée-Bissau	Elargissement du champ de couverture du tableau des opérations financières de l'Etat	6-16 février 2018
Togo	Méthodologie d'élaboration des statistiques de finances publiques	9-19 janvier 2018

<sup>1</sup> Agence UMOA-Titres

<sup>2</sup> Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers

<sup>3</sup> Secrétariat Général de la Commission bancaire de l'UMOA